

Service protection animale et environnement
3 rue Fleischhauer
Cité administrative – Bâtiment C
68026 Colmar Cedex

Colmar, le 26/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REIN Philippe

39 RUE DES PECHEURS
VIEUX MOULIN DE BIESHEIM
68600 Biesheim

Références : 2025/SB/745
Code AIOT : 0006706207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement REIN Philippe implanté 39 RUE DES PECHEURS VIEUX MOULIN DE BIESHEIM 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REIN Philippe
- 39 RUE DES PECHEURS VIEUX MOULIN DE BIESHEIM 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006706207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture est un élevage de truites arc-en-ciel, destiné principalement à la vente de poissons vivants à des associations de pêche ou d'autres pisciculteurs du département, et pour 1% à la transformation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 10/10/1989, article 13	Demande d'action corrective	4 mois
3	Alimentation à partir d'un forage en nappe, pompage cours d'eau ou source	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Présence de grilles aval	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Sans objet
4	Stockage produits dangereux	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11	Sans objet
5	Paramètres des effluents rejetés	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15	Sans objet
6	Stockage cadavres	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18	Sans objet
7	Dossier de l'installation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur l'aspect prélèvements en eau de la pisciculture, l'exploitant doit régulariser ses forages en nappe auprès de la DDT, et empêcher les eaux de pluie et de ruissellement d'aller dans les forages destinés à alimenter les bassins des truitelles.

Sur le plan administratif, il est demandé à l'exploitant de se positionner vis à vis du renouvellement son autorisation au titre des ICPE et de la durée associée. Ce positionnement devra être dûment justifié et étayé d'un avis émanant de la Direction départementale des Territoires (DDT).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/1989, article 13
Thème(s) : Élevage, Situation administrative
Prescription contrôlée : La présente autorisation est délivrée pour une période de trente années, renouvelable, à compter de la date de notification du présent arrêté. La demande de renouvellement doit être présentée par le pétitionnaire au Préfet, deux ans au moins avant la date d'expiration de la présente autorisation.
Constats : La période de trente années mentionnée par l'article 13 de l'arrêté préfectoral n°91766 du 10 octobre 1989 portant autorisation de pisciculture à Monsieur REIN Philippe est échue depuis 2019.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient pour l'exploitant d'envoyer à l'inspection des installations classées un porter à connaissance indiquant son positionnement vis à vis du renouvellement son autorisation et de la durée associée. Ce positionnement devra être dûment justifié et étayé d'un avis émanant de la Direction départementale des Territoires (DDT).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Présence de grilles aval

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7
Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement
Prescription contrôlée : [...] La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles. [...]
Constats : En amont, la pisciculture Rein est alimentée à partir de forage en nappe. En aval, l'eau est rejetée dans la Rivière Giessen : les points de rejets des eaux issues de la pisciculture sont au nombre de trois. Chacun de ces points de rejets présente une grille fixe et permanente, empêchant la libre circulation des poissons de l'exploitation avec le Giessen. La taille des ouvertures des grilles est de 10 millimètres au maximum.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Alimentation à partir d'un forage en nappe, pompage cours d'eau ou source

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8
Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement
Prescription contrôlée : Si la pisciculture est alimentée en eau à partir d'un forage en nappe, d'un pompage en cours d'eau ou d'une source le cas échéant, l'ouvrage de raccordement est équipé d'un dispositif de disconnection muni d'un système de non-retour. L'exploitant met en place un compteur d'eau sur la conduite d'alimentation ou dispose d'un système ou d'une méthode d'évaluation des volumes prélevés. [...] Les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur d'eau ou issu du système ou de la méthode d'évaluation des volumes prélevés à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ainsi que les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement est tenu à la disposition des services d'inspection compétents. [...]
Constats : La pisciculture Rein est alimentée à partir de forages en nappe. Quatre points forage sont situés sur l'exploitation : <ul style="list-style-type: none">- le forage principal est localisé en amont des bassins dans un local individuel surélevé, fermé et étanche. Cette configuration ne permet pas de retour dans la nappe. Ce premier point de prélèvement est constitué d'une pompe de type élévateur d'eau alimentée sur secteur et qui tourne en permanence, et d'une pompe de secours branchée sur un groupe électrogène. Le débit prélevé est constant et s'élève à 200 litres par seconde.- le second forage est localisé à proximité des bassins des truitelles et sert à leur alimentation. Il tourne 4 à 6 mois dans l'année au maximum, avec un débit prélevé constant qui s'élève à 100 litres par seconde.- le troisième forage est une pompe de secours qui ne fonctionne qu'en cas de coupure du second forage.- le quatrième forage est inutilisé à l'heure actuelle. Il servait à l'époque à l'alimentation de la salle d'incubation, qui n'est plus en fonctionnement aujourd'hui. Il est bouché par une dalle en béton, et à l'intérieur les tuyaux d'arrivée ont été obturés.

<p>L'exploitant indique que les points de forage datent du début des années 1970. Aucun justificatif n'est présenté à l'inspection pour ces forages.</p> <p>En plus de ces forages, des points de résurgences naturels de la nappe phréatique situés sur l'exploitation peuvent en hiver augmenter le débit de 100 à 150 litres par seconde.</p> <p>Les forages 2 et 3 d'alimentation des bassins des truitelles ne sont pas étanches aux eaux de ruissellement.</p> <p>L'entretien des pompes en fonctionnement est réalisé par l'exploitant et son équipe. L'exploitant indique à l'inspection une fréquence de contrôle de tous les 7 ans pour la pompe principale, et tous les 3 à 4 ans pour la pompe des bassins à truitelles. Le dernier contrôle a été effectué en mai 2022 pour la pompe principale, et en février 2023 pour la pompe des bassins à truitelles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une protection étanche de type couvercle ou coffrage sur les pompes alimentant les bassins des truitelles (forages n° 2 et 3), afin d'empêcher les eaux de ruissellement de rentrer dans les forages.</p> <p>De plus, il doit régulariser les forages présents sur l'exploitation auprès de la DDT.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 4 : Stockage produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection du matériel, des véhicules et des bassins sont stockés sur le site dans un bâtiment en dur.</p> <p>Les bidons de Désogerme et sulfate de cuivre sont entreposés dans une armoire de stockage dédiée, et le peroxyde dans une cuve située sur un dispositif de rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Paramètres des effluents rejetés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5.</p> <p>3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le</p>

<p>cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place. [...]</p> <p>5. [...]</p> <p>Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH4+, NO2-, PO43- et DBO5 ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg/l ; - NH4+ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH4+) ne dépasse pas 0,5 mg/l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg/l ; - NO2- : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,3 mg/l ; - PO43- : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg/l ; - DBO5 (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg/l. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux issues de la pisciculture Rein sont rejetées dans la rivière Giessen par trois points de rejet : deux permanents, et un troisième qui est ouvert seulement quand la pompe du bassin des truitelles fonctionne, ou quand ponctuellement le stock augmente et que le bassin situé en amont de ce point de rejet est rempli d'animaux.</p> <p>L'exploitant effectue une surveillance des effluents rejetés par un laboratoire agréé une à deux fois par an.</p> <p>Les derniers rapports d'analyse datent du 13 mars 2025. Ils présentent les résultats d'analyse pour les différents paramètres requis, en 4 points de prélèvement : amont rivière, puits pisciculture, sortie des bassins et aval rivière (ce dernier prélèvement est effectué dans le Giessen à 108m en aval de la pisciculture).</p> <p>Le pH des effluents rejetés, ainsi que le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de pisciculture sont conforme à la norme.</p> <p>La différence de concentration entre l'eau à l'entrée de la pisciculture (puits) et l'eau à 100m en aval des points de rejet des effluents, des paramètres matières en suspension, demande biologique en oxygène, nitrites, ammonium et phosphates est conforme à la norme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Stockage cadavres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présence de cadavres de poissons est surveillée quotidiennement, et les cadavres sont collectés dès qu'ils sont repérés.</p> <p>Les poissons morts sont stockés dans un congélateur dans l'attente du passage de l'équarrissage (ATEMAX, fréquence de passage tous les mois environ).</p> <p>Le jour de l'inspection, un poisson mourant attaqué par un corbeau a été repéré par un salarié de la pisciculture, immédiatement retiré du bassin et placé dans le congélateur dédié au stockage des animaux morts.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Dossier de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ;- les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosérie-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ;- les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ;- le cahier d'épandage, le cas échéant. Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats : L'exploitant tient à jour son registre d'élevage et présente à l'inspection les éléments concernant le suivi sanitaire de son élevage, les soins apportés aux animaux, les données relatives aux interventions vétérinaires et les données relatives aux mouvements des animaux. L'exploitant présente des plans à jour de son exploitation, et indique à l'inspection les points de prélèvement, localisation des grilles et points de rejets. Il réalise des analyses des rejets des effluents une à deux fois par an, et tient à la disposition de l'inspection les rapports d'analyses correspondant.
Type de suites proposées : Sans suite